

JEUNES : DE L'EMPLOI AUX MODES DE VIE. POINTS DE VUE SUR UN CHAMP DE RECHERCHE

Par Paul Bouffartigue, Jean-Charles Lagree et José Rose

Depuis une quinzaine d'années, les études sur "la jeunesse", du point de vue de l'emploi et des modes de vie, se sont multipliées, souvent sous l'effet d'institutions mises en place dans les années 70.

Elles utilisent de manière plus ou moins appuyée les apports théoriques sur le rôle de l'école et le fonctionnement du marché du travail. Les articles de FORMATION EMPLOI font souvent référence à ce champ de recherche, désormais assez vaste, sur l'emploi des jeunes et les processus d'insertion professionnelle. Il a paru intéressant de publier le tableau que P. Bouffartigue, J.-Ch. Lagree et J. Rose dressent des dix dernières années de recherches françaises dans ce domaine. Il va de soi qu'une telle présentation ne saurait être neutre, et que les auteurs l'organisent en fonction de leur propre point de vue sur l'évolution des recherches récentes et sur ce qu'elles contiennent de plus prometteur.

Cet article n'a pas pour ambition de rendre compte de l'ensemble de la production française en sciences sociales sur les jeunes mais de présenter quelques-unes des lignes de force de la production scientifique récente — *grosso modo* les dix dernières années — dans les domaines de l'emploi et des modes de vie des jeunes. On s'interrogera sur les nouvelles orientations de recherche des travaux réalisés sur ces thèmes, en examinant, en particulier, la manière dont ils traitent ou non les rapports entre ces deux domaines¹. Rédigé par deux sociologues et un

économiste, ce bilan évoque peu les travaux situés dans d'autres champs disciplinaires. Toutefois, il apparaît que ces deux disciplines inspirent la plupart des recherches sur l'emploi des jeunes et leurs modes de vie. Ce texte s'appuie largement sur les bilans effectués ces dernières années dans le champ de la jeunesse et des rapports emploi-formation².

Communautés européennes avec le soutien de la MIRE et du ministère de la Recherche.

Les contributions nationales préparatoires sont rassemblées in *Recherches européennes : les jeunes face à l'emploi*, Séminaire européen, GERM-CERCOM, Marseille, septembre 1987.

On trouvera un compte rendu des travaux du séminaire dans la revue *Europe Sociale*, Commission des Communautés européennes, janvier 1988.

2. Tout particulièrement de L. Tanguy (sous la direction de), *L'introuvable relation formation-emploi. Un état des recherches en France*, La Documentation Française, 1986, p. 37.

1. Cet article est une version remaniée de la contribution française au séminaire européen *Recherches européennes sur les jeunes face à l'emploi* qui s'est tenu à Marseille les 24, 25 et 26 septembre 1987, organisé par le GERM-CERCOM à l'initiative de la Commission des

L'ÉVOLUTION DU CHAMP

Avant de donner un aperçu de la production scientifique sur les jeunes, il est utile de fixer en toile de fond les déterminants de cette production au cours des vingt dernières années : sa forte structuration institutionnelle et le poids de la demande sociale née de la crise économique et des mutations de l'emploi.

LES DÉTERMINANTS DE L'ÉVOLUTION

Un rapide survol des travaux sur les jeunes et l'emploi montre le décalage important entre l'abondance de la production des connaissances dans ces domaines et la place finalement très limitée qu'elles occupent au sein du savoir "légitime", en particulier dans les grandes revues académiques.

Certes un tel fossé pourrait être observé dans d'autres domaines, mais il est particulièrement net pour les jeunes et leur insertion. C'est à l'intérieur ou à partir de grands organismes liés à l'administration (ministère du Travail, Centre d'études de l'emploi, ministère de l'Éducation nationale, CEREQ, INSEE...) qu'ont été réalisés la majorité des travaux sur ce thème.

Demande sociale et structuration institutionnelle

Cette structuration institutionnelle du champ de la recherche sur la jeunesse est très ancienne en France. Dès le Vème Plan et, plus nettement, lors du VI^e, des suggestions précises étaient faites en vue de développer les recherches sur ce sujet (l'intergroupe Formation Qualification du VI^e Plan incitait, par exemple, à une meilleure connaissance des mécanismes de l'insertion).

C'est ainsi que fut créé en 1970 le CEREQ qui, par ses activités propres et son réseau de centres associés (généralement reliés à des laboratoires de recherches universitaires), a bientôt occupé une place centrale au sein du dispositif de recherches sur ces thèmes.

D'autres initiatives furent prises durant les années 70 qui allaient toutes dans le sens d'un développement et d'une intégration des recherches sur les jeunes : création en 1971 du Centre d'études de l'emploi et publication par celui-ci de nombreux Cahiers consacrés aux jeunes ; constitution du réseau documentaire du Centre de documentation des sciences humaines (CDSH) impliquant les équipes de recherche intervenant dans le champ de l'emploi et de la formation...

Ces institutions, du fait même de leurs missions, vont progressivement occuper une place importante dans la définition des axes de recherche et dans la production des données — y compris pour la construction des catégories³ —. On peut citer à titre d'exemples :

— la constitution des premiers Bilans Emploi-Formation en 1973 par confrontation des données statistiques de l'INSEE, du ministère de l'Éducation nationale et du CEREQ ;

— la mise en place au CEREQ de l'Observatoire national des entrées dans la vie active et la réalisation des enquêtes d'insertion par niveau à partir de 1976 et des enquêtes de cheminement à partir de 1980 ;

— la réalisation d'études des trajectoires scolaires et professionnelles par plusieurs équipes régionales (Toulouse, Nice, Lille, Dijon...).

Insistons, à ce propos, sur les rapports très complexes et en constant mouvement entre les logiques administratives et la recherche.

Si, par exemple, le cahier des charges du CEREQ était assez précis au départ (tant dans le choix du terrain que dans celui du questionnaire), le développement de l'outil mis en place conduisit à rendre plus pertinentes les questions posées.

De même, si les chercheurs de ce domaine étaient relativement contraints par la nature des données existantes (et donc par la façon dont s'est traduite, à un moment donné, la demande sociale), cela n'a pas empêché certains d'entre eux de construire leurs propres données, et même d'utiliser les données produites en contournant le cadre institutionnel (par exemple les travaux sur les liens entre technologie et emploi et ceux sur la transition).

La conjoncture socio-économique

La demande sociale ne répond pas uniquement à des logiques administratives internes. Elle est fortement marquée par les transformations socio-économiques, en particulier celles qui accompagnent la crise ; les questions posées par celle-ci infléchissant les préoccupations des acteurs sociaux et, par contrecoup, les travaux des chercheurs.

Ainsi l'explosion scolaire, puis le développement du chômage et l'aggravation de sa sélectivité à l'encontre des jeunes ensuite vont déplacer les questionnements. On observe un recul sensible, dès le début des années 70, des approches de type culturaliste, fortement cen-

3. Balasz G., Faucher J.-P., *Bilan des travaux sur les jeunes et l'emploi*, Centre d'études de l'emploi, 1977.

trées sur le rapport au travail, les valeurs, la famille, au profit d'approches plus socio-économiques de l'emploi et du chômage des jeunes⁴.

L'amplification des pratiques discriminatoires liée à l'accentuation des concurrences lors de l'embauche va contribuer à infléchir les interprétations et les analyses en faisant ressortir le rôle des acteurs et de leurs stratégies dans les recompositions observées. En un certain sens, on peut dire que le passage d'une période d'expansion économique à une période de récession s'est accompagné d'un déplacement progressif du "regard" scientifique porté sur les jeunes, d'une approche de type culturel vers une approche plutôt socio-économique. On observe dans cette dernière approche le recul des problématiques en termes d'adéquation formation-emploi au profit d'une attention plus grande sur les conditions d'accès à l'emploi et sur les politiques de main-d'œuvre des entreprises⁵.

A cela il faudrait ajouter un certain nombre de mesures contractuelles et institutionnelles prises ces dernières années et qui influencèrent fortement les préoccupations des chercheurs. On citera, par exemple :

— le développement de la formation continue à partir des accords de juillet 1970 et des lois de 1971 ;

— le mouvement de rapprochement école-production dès les années 70 à la suite de la réforme de l'apprentissage ;

— la mise en place des dispositifs d'insertion des jeunes depuis les pactes pour l'emploi en 1977... et le souci d'évaluer ces politiques.

Cette forte prégnance des sollicitations sociales marque la dynamique de ce champ de recherche jusque dans les outils intellectuels utilisés, lesquels mettent souvent à l'épreuve les découpages disciplinaires académiques, notamment entre la sociologie et l'économie.

LA PRODUCTION SCIENTIFIQUE

La récente période a été marquée par un progrès considérable de la collecte des données statistiques sur les jeunes et leur accès à l'emploi (faisant probablement de la France le leader en ce domaine) ainsi que par une qualité et une convergence croissantes des travaux. Ceci a incontestablement permis une connais-

sance approfondie des phénomènes liés à l'entrée dans la vie active et un diagnostic précis des limites de ces recherches.

Les principaux acquis

A titre de présentation préalable du champ, on peut relever les "acquis" les plus significatifs des récentes recherches, certains seront repris et précisés ultérieurement.

— *Le caractère multidimensionnel du processus d'insertion*

L'insertion a été considérée pendant longtemps comme une sorte de phase, brève et neutre, entre deux moments distincts de formation et d'emploi, comme un temps d'incertitude avant l'accès à la stabilité professionnelle. Aujourd'hui, elle apparaît de plus en plus, du fait même de ses transformations dues à la crise, comme un processus d'alternance de périodes de chômage, d'emplois précaires, de formation, de "retombées" en chômage. Il est désormais acquis que, par ce processus, s'effectue le tri des populations susceptibles d'être embauchées sur des postes fixes et promotionnels, ce qui produit, par contrecoup, une sous-population encourant un risque majeur de relégation (le chômage devenant chronique pour les plus démunis scolairement et socialement). Tel est, peut-être, l'enjeu majeur des modifications affectant aujourd'hui l'emploi des jeunes. C'est également le sens des récentes politiques d'insertion qui, en entremêlant les aspects emploi, formation et chômage, assurent tout à la fois la gestion de ce processus de tri et prennent en charge les populations les plus fragilisées. D'une certaine manière, ces politiques renvoient à la prise en compte du caractère multidimensionnel du processus d'accès à l'autonomie qui définit le passage à l'état d'adulte. De nombreux travaux ont souligné le parallélisme entre le "différemment" de la stabilisation professionnelle et le "différemment" de l'accès aux attributs extra-professionnels de l'autonomie (logement, "mise en couple" stable), mais les relations qui s'établissent entre ces diverses dimensions du passage à l'âge adulte demeurent l'objet de débats et d'interrogations⁶.

6. A ce sujet voir notamment : Chamboredon J.-C., "Adolescence terminée, adolescence interminable", *colloque national sur la post-adolescence*, PUF, Paris, 1984. Galland O., "Formes et transformation de l'entrée dans la vie adulte" in *Sociologie du Travail*, vol. XXVII, 1/85, pp. 32-52. GERM, *Emploi et modes de vie : passage à la vie professionnelle, passage à la vie adulte dans la région PACA*, Projet de recherche, Notes et documents du CERCOM, 1985, p.75. Lévy M.L., "Mariage et chômage des jeunes générations" in *Revue d'Economie Politique* n° 5-6, 1982.

— Les différenciations au sein de la jeunesse

Le processus d'insertion n'est pas complètement similaire pour tous les individus. Ainsi la vitesse et la qualité (notamment en termes de conformité des emplois occupés aux formations suivies) de l'insertion sont fortement affectées par les caractéristiques individuelles des jeunes (sexe, âge, nationalité, origine sociale), par leurs caractéristiques scolaires (niveau de formation, spécialité, détention ou non d'un diplôme) ou par le lieu de socialisation. On sait, par exemple, que les difficultés d'accès aux emplois sont renforcées pour les femmes, pour les plus jeunes parmi les jeunes et pour les enfants de familles défavorisées, alors que l'insertion est d'autant plus aisée et satisfaisante que le niveau de formation est élevé et son contenu professionnel important. De même, on a pu montrer que les politiques des entreprises en matière de recrutement et de stabilisation des jeunes étaient déterminantes, et pouvaient expliquer les différences très marquées selon les spécialités acquises ou les zones géographiques.

Par ailleurs, le poids de l'origine sociale sur les trajectoires, les types et l'importance des capitaux détenus ou encore la nature des réseaux sociaux mobilisables constituent autant de points de clivage entre les jeunes. Loin de s'affaiblir, ces clivages s'accroissent avec l'intensification de la concurrence lors de l'accès aux emplois en période de chômage élevé.

Ceci résulte de la nature différente des enjeux auxquels les jeunes doivent faire face lors de l'insertion. Pour les uns, ils sont relatifs à la valorisation des titres scolaires sur le marché du travail et à l'évitement du déclassement social ; pour les autres, ils sont relatifs au chômage, au déclassement, à l'installation dans la précarité ou même l'inactivité.

La dépréciation générale des titres, plus particulièrement des niveaux intermédiaires de formation, renforce la concurrence lors de l'accès aux emplois non qualifiés. Elle provoque le maintien dans la précarité ou le chômage de ceux qui ne disposent ni du minimum de formation aujourd'hui requis ni du savoir-faire nécessaire pour se valoriser sur le marché du travail. A terme, et pour peu que cette situation perdure, elle les disqualifie de manière rétroactive en les engageant — et c'est notamment le cas de la main-d'œuvre féminine — à renoncer à postuler à un emploi sur le marché officiel du travail.

De toutes les études réalisées, trois catégories de main-d'œuvre juvénile apparaissent :

— les détenteurs de titres performants acquis dans l'enseignement supérieur, relativement protégés des phénomènes de chômage, de précarisation et de déclassement ;

— les détenteurs de titres intermédiaires qui, dans la précarité et le chômage, doivent participer au jeu de la concurrence pour l'accès aux postes stables et la valorisation de leur savoir-faire technique. Les conditions de leur socialisation professionnelle s'avèrent alors déterminantes dans leur devenir ;

— les non-diplômés, qui ne possèdent ni capital scolaire ni capital social. Disposant de savoir-faire sociaux non performants sur le marché du travail officiel et renvoyés aux univers sociaux où leurs capacités peuvent être reconnues et valorisées, ils doivent survivre dans la précarité en usant de leurs réseaux sociaux.

Sans doute, suite aux restructurations en cours, les autres catégories de main-d'œuvre sont-elles soumises à une précarisation similaire, mais le particularisme de la flexibilité de la main-d'œuvre juvénile tient au fait qu'elle s'instaure au début de la vie active. Tout se passe comme si, par la flexibilité d'une fraction de la main-d'œuvre juvénile, se recomposait l'espace des classes sociales et comme si, à la faveur du renouvellement des générations, s'accroissait l'écart entre les classes sociales et qu'une ligne de partage ou une ligne de fracture entre les stables et les précaires scindait en particulier la classe ouvrière en deux groupes.

— Les problèmes d'interprétation

La plupart des travaux récents identifient les facteurs déterminants du chômage et de la précarisation de l'emploi juvénile au sein des mutations de l'appareil productif et des politiques des employeurs : déficit relatif de l'offre d'emplois, déstabilisation des statuts, polarisation de l'insertion professionnelle sur le secteur secondaire (celui des emplois instables et peu qualifiés) du marché du travail et, phénomène plus récent, réduction du nombre d'emplois réservés aux jeunes.

Au-delà des transformations des modes d'entrée dans la vie active se dessine une mutation plus globale des rapports formation-emploi tout au long de la vie professionnelle, justifiant pour certains la substitution de la notion de "transition professionnelle" à celle d'"insertion professionnelle"⁷. Dès lors des interrogations théoriques plus fondamentales surgissent, qui condui-

7. Rose J., *En quête d'emploi, formation, chômage, emploi*, Economica, Paris, 1982.

sent, par exemple, à abandonner des problématiques en termes d'adéquation formation-emploi ou en termes de spécificité de la jeunesse.

Les limites des travaux actuels

Parmi les thèmes de recherche qui nous semblent encore insuffisamment explorés, on mentionnera l'analyse des facteurs de discrimination au sein de la jeunesse et des jeunes au travail.

Le rôle de certains facteurs de différenciation n'est pas encore pleinement explicité. Si les discriminations sexuelles ou les différenciations spatiales ont été analysées dans leurs grandes lignes, on connaît moins bien leur articulation avec les autres composantes de la structure sociale. De même, on sait maintenant combien est décisive, pour l'insertion, l'appartenance à des réseaux sociaux ancrés positivement dans l'emploi⁸, mais les études manquent encore pour observer le fonctionnement précis de ces réseaux, leur degré d'efficacité et de perfectibilité.

De plus, l'emploi n'étant qu'une dimension du travail⁹, l'étude des conditions d'accès aux emplois n'épuise pas la question des rapports au travail. Or, on est frappé par le très faible nombre de travaux sur les jeunes dans l'entreprise ou sur les représentations du travail; ces derniers, relativement nombreux jusqu'à la fin des années 70, sont en recul aujourd'hui, comme si, une fois enterrée la thèse de "l'allergie au travail", les recherches sur le rapport des jeunes au travail avaient perdu la plus grande part de leur intérêt.

Les limites des enquêtes quantitatives sur les représentations du travail ont déjà été relevées : hétérogénéité de la position objective vis-à-vis de l'univers professionnel (les scolaires étant traités au même titre que les jeunes au travail), variation dans les classes d'âge et dans les questions posées d'une enquête à l'autre, absence de comparaison avec les adultes et, *a fortiori*, les générations plus anciennes, sous-estimation du poids des variables sociologiques de base¹⁰.

Quant aux recherches plus qualitatives sur le rapport des jeunes au travail, elles ont, pour la

plupart, le mérite de parvenir à articuler situation au regard de l'emploi et mode de vie; nous y reviendrons plus bas à propos des travaux inspirés par la pensée de P. Bourdieu. Toutefois, leur portée se trouve souvent limitée par les incidences d'un ciblage par trop exclusif sur les jeunes chômeurs ou sur les emplois précaires. N'y aurait-il pas intérêt à comparer et à mettre en rapport les pratiques et les représentations des jeunes "stabilisés" professionnellement avec celles des jeunes "précarisés", dans la perspective d'un dépassement de l'opposition entre des approches de type culturaliste et des approches de type économiste? Cela permettrait sans doute également d'avancer vers le repérage d'effets d'appartenance à une classe d'âge, voire dans une problématique générationnelle, à l'élucidation de caractéristiques objectives et subjectives permettant d'identifier les générations nouvelles dans leurs rapports de filiation et de rupture vis-à-vis de générations plus anciennes.

UN RAPPORT DISTANT AUX THÉORIES

Les travaux sur l'insertion ont généralement un assez faible ancrage théorique, hormis quelques exceptions notables. On observe plutôt une influence diffuse des grands courants théoriques qu'une véritable construction théorique originale et élaborée.

Selon les auteurs de "*L'introuvable relation formation-emploi*"¹¹ cela serait dû à une erreur de conception du champ ou, plus précisément, à la difficulté de passer d'un champ défini empiriquement (en particulier par la demande sociale) à un champ analytique autonome.

Il est toutefois possible de s'interroger sur les rapports entre ces travaux et les courants théoriques de référence des économistes du travail et des sociologues.

DU CÔTÉ DE L'ÉCONOMIE DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI

Le seul auteur qui ait tenté explicitement d'intégrer le concept d'insertion dans une construction néo-classique est J. Vincens¹². En dévelop-

8. Marry C., "Origine sociale et réseau d'insertion de jeunes ouvriers" in *Formation Emploi* n° 4, octobre-décembre 1983.

9. Lidvan P., "Attitudes des jeunes face au travail. Contribution à l'étude des représentations sociales du travail" in *Cahiers du Centre d'études de l'emploi* n° 26, et *De l'école à l'emploi : différences et concurrences*, PUF, 1983/2.

10. Bue J., *L'évolution des attitudes des jeunes face au travail*, ministère du Travail et de la Participation, avril 1981.

11. Tanguy L. (sous la direction de), *L'introuvable relation formation-emploi*, op. cit.

12. Vincens J., "Problématique générale de l'insertion professionnelle", communication au colloque de l'université catholique de Louvain, 1981.

pant les travaux du *job search*, il a conceptualisé le processus d'insertion autour de l'analyse du comportement du chercheur d'emploi. Ceci lui a permis de fournir un cadre d'interprétation aux observations empiriques des enquêtes longitudinales. Les travaux du *job search* ont alimenté également un certain retour à la théorie du "chômage volontaire" appliquée aux jeunes.

La théorie du capital humain a notamment été utilisée dans l'interprétation des attitudes des individus en face de la formation.

Ces courants de recherche ont connu une audience assez limitée dans le domaine considéré ; l'analyse en termes de stratégies individuelles sur des marchés se heurtant à la réalité du poids des politiques sectorielles et d'entreprises.

On peut qualifier certains travaux empiriques récents sur les jeunes de "segmentationnistes", au sens où ils proposent des typologies d'emploi, de chômage ou d'insertion considérant qu'il y a plusieurs "lieux autonomes" de mobilité et d'accès à l'emploi.

On pense en particulier aux travaux du CEREQ¹³ sur les schémas de mobilité (emplois d'insertion, de passage ou d'aboutissement), et aux études sur le chômage montrant une sélectivité forte et renforcée à l'encontre des jeunes liée notamment à une tendance à la précarisation des emplois, surtout de ceux qui leur sont réservés. Ainsi est mis en évidence le cloisonnement accru des marchés avec la crise.

Ces travaux rejoignent les "théories de la segmentation" qui, au cours des années 70, ont développé une critique de la conception traditionnelle du marché du travail et qui ont proposé une construction alternative autour des concepts de "marché interne" et de "marché secondaire". Soulignons que ces concepts sont en rapport assez étroit avec les questions posées ici : d'une part, la définition d'une opposition fondamentale du point de vue de la stabilité de la main-d'œuvre, opposition qui va structurer les modes de transition professionnelle juvénile ; d'autre part, la prise en compte de facteurs extraprofessionnels (modes de vie ou d'appartenance à des populations spécifiques) dans la genèse de discriminations sur le marché de l'emploi.

13. Amat F. et Géhin J.-P., "Insertion professionnelle des jeunes et mobilité des actifs dans un contexte de crise de l'emploi", communication aux Journées d'études sur les structures du marché du travail et les politiques d'emploi, Paris, 1985.

DU CÔTÉ DE LA SOCIOLOGIE : L'INFLUENCE DU COURANT DE "LA REPRODUCTION"

Si les sciences sociales françaises des dix dernières années ont été marquées par le recul des grands systèmes théoriques et le retour au sujet, au micro-objet, voire à l'acteur, le courant dit de "la reproduction" a bien résisté à ce reflux. Dans le domaine qui nous intéresse, plus que de résistance, il faudrait parler de prédominance diffuse.

La fécondité de ce courant de recherche s'exerce tout particulièrement dans le domaine de la critique des catégories de pensée qui sont celles du sens commun ou de la pratique institutionnelle — dont la catégorie de "jeunesse" et ses découpages internes constituent un cas exemplaire —, et dans sa capacité à restituer le sens de classe différencié de phénomènes fortement médiatisés tels celui de "l'allergie au travail". Son succès dans le domaine de la sociologie de l'éducation dès la fin des années 60 s'est ainsi prolongé sur le terrain plus large de la sociologie de la jeunesse.

Concernant les rapports entre emploi et mode de vie, ce courant permet sans conteste de le penser puisque le concept d'habitus de classe fait justement le pont entre les positions sociales — incluant les positions professionnelles — et les dispositions des agents. La principale critique que l'on peut adresser à ce schéma est qu'il tend à réduire ces rapports à des relations d'adaptation univoque des modes de vie à l'évolution du marché du travail et, plus largement, en privilégiant la dimension de reproduction des structures sociales, à occulter les processus de transformation sociale. Avec d'autres auteurs¹⁴, nous soulignerons quelques-unes des difficultés rencontrées par ce courant pour penser réellement en termes d'articulation les rapports entre travail et emploi d'une part et modes de vie d'autre part : difficulté à penser les individus et les groupes sociaux comme acteurs capables de résister à la domination et susceptibles d'innover.

— La question des acteurs

Agents d'une logique sociale implacable plus qu'acteurs dans un jeu social fait de conflits et

14. Voir, par exemple : Adair P., "La sociologie phagocytée par l'économique : remarques critiques à propos de "Ce que parler veut dire" de P. Bourdieu" in *Sociologie du Travail* n° 1, 1984. Collectif, "Révoltes logiques", *L'empire du sociologue*, La Découverte, 1982. Clot Y., "A l'école de l'adolescence" in *Je, sur l'individualité, approches pratiques, ouvertures marxistes*, Messidor, 1986. Clot Y., *Le symptôme scolaire. Essai critique sur la formation*, SEPIRM, 1988. Poitou J.-P., "Critique de la théorie de l'habitus", *Technologies, idéologies, pratiques*, vol. XI, n°1, 1980. Terrail J.-P., "Les vertus de la nécessité" in *Je, sur l'individualité*, op. cit.

de négociations, les êtres sociaux n'ont guère d'autonomie et de rôle dans le changement social tel qu'il est pensé par l'école de la reproduction. La socialisation est ici réduite, à l'instar de l'approche béhavioriste, à un processus d'intériorisation des structures. Or, du côté de la psychologie, le rôle actif des individus, au travers de la dynamique de leur activité, est mis en exergue par des penseurs tels Piaget¹⁵ ou Wallon¹⁶. La dimension active de la socialisation peut être également éclairée par le recours à la pensée de Parsons — la singularité d'une action est productrice de différences — ou par une conception des rapports sociaux plus dialectique que celle de P. Bourdieu — le "champ des possibles" ne se réduit alors pas au "champ des probables", et les acteurs sociaux recouvrent une certaine capacité d'intervention dans l'élaboration de leurs propres pratiques.

— Une pente "misérabiliste"

Comment penser les pratiques des dominés à l'aide de la théorie de la reproduction ? Si l'on admet l'existence, dans le domaine de la sociologie, des classes populaires, de l'opposition entre le "misérabilisme", qui privilégie le point de vue de la structure en n'analysant ces pratiques que sur le plan des effets de la domination, et du "populisme" qui, à l'inverse, privilégie l'autonomie culturelle des classes populaires, le courant de la reproduction aboutit indéniablement à faire prévaloir la première perspective¹⁷. Dépasser cette opposition, n'est-ce pas prendre au pied de la lettre l'univers symbolique des dominés et réintroduire, entre l'acteur et le système, une marge de jeu en appréhendant la pratique comme un "rapport aux rapports sociaux"¹⁸, et considérer que les acteurs sont dotés de la capacité à réinterpréter le symbolique, d'intervenir activement dans la gestion de leur devenir et dans la production de leurs pratiques. La résistance à la domination ne fait-elle pas partie de cette nécessité où se construisent les pratiques des classes populaires ? Entre les rapports sociaux et les pratiques se situe l'activité de l'acteur.

— Comment penser l'historicité ?

L'école de la reproduction ne parvient à penser le changement qu'au niveau des trajectoires

individuelles, les singularités et les différences demeurent inscrites dans l'invariant des pratiques et de la structure de classe. Mais la temporalité sociale, celle du temps historique d'une formation sociale, est singulièrement absente de l'analyse. L'argument est qu'il n'existe pas d'histoire correspondant aux objectifs poursuivis par cette sociologie. Ce faisant, l'approche reste contingente par un horizon temporel restreint. Les transformations qui se jouent sur le long terme ne pouvant être objet d'analyse, c'est la reproduction du même et la permanence du *statu quo* qui focalisent l'attention.

— Quelques effets dans le champ de la sociologie des jeunes

Ce courant de recherche s'est révélé particulièrement fécond sur des objets tels l'école, la jeunesse, les procédures sociales de classement et de catégorisation.

Dans le domaine de l'école, la dimension reproduction est privilégiée au détriment de la dimension de production (de nouvelles qualifications par exemple)¹⁹. La poussée de la scolarisation des couches populaires est réduite à un effet de la concurrence accrue entre les agents sociaux.

Dans le domaine de la jeunesse, l'inflation et la dévaluation des titres scolaires fournissent la clef quasi exclusive des comportements observés, y compris dans l'analyse des rapports à l'emploi. Outre que cette "inflation" est pensée comme le produit d'un phénomène d'aiguïsement de la concurrence entre agents sur le marché scolaire²⁰, aiguïsement dont on s'explique mal les raisons, elle laisse dans l'ombre les transformations concomitantes des techniques, de l'organisation du travail et des contenus des compétences professionnelles requises. Le "désenchantement" de la nouvelle génération et la "résignation" progressive des dominés à leur position sociale sont alors les principaux traits des rapports des jeunes à l'emploi. On a affaire à un travail unilatéral de deuil et de révision en baisse des aspirations générées par le nouvel état du système scolaire, pour ce qui est des enfants issus des classes populaires tout au moins. La dimension de réappropriation des conditions d'existence dans toute pratique sociale est ignorée, notamment dans le domaine des formes d'allongement de la transition à l'âge adulte²¹. Rien ne permet alors de

15. Piaget J., *Problèmes de psychologie génétique*, Denoël, Paris, 1972.

16. Wallon H., *La vie mentale*, Messidor (coll. Essentiel), 1982.

17. Passeron J.-C. et Grignon C., "Propos des cultures populaires - Enquête" *Cahiers du CERCOS* n°1, avril 1985.

18. Pendaries J.-R., "De l'inductibilité des pratiques sociales", annexe à *Familles mobilisées* de P. Cuturello et F. Godard, Plan Construction, juillet 1980.

19. Tanguy L., *L'introuvable relation formation-emploi*, op. cit.

20. Bourdieu P., "Classes, déclassement, reclassement" in *Actes de la recherche en sciences sociales* n° 24, novembre 1979.

21. Bouffartigue P., "Un jeune objet" in *Les jeunes et les autres*, op. cit., vol. 1, pp 241-249.

saisir la nouveauté historique des pratiques de la nouvelle génération²² et on peut, à la limite, en conclure que "la jeunesse n'est qu'un mot"²³.

Il convient pourtant de distinguer les travaux de P. Bourdieu de ceux des chercheurs que sa pensée inspire : dans la plupart des cas, le schéma de la reproduction, du désenchantement et de la résignation est largement nuancé ou complexifié. Dès lors qu'ils ont à rendre compte des comportements concrets des jeunes, nombre de chercheurs doivent amender les grands systèmes théoriques dont ils s'inspirent, même quand ces derniers se sont révélés féconds pour éclairer les mécanismes macro-sociaux ou institutionnels. Tel est le sens de l'intérêt actuel pour l'éthnométhodologie et le "constructivisme"²⁴, ou encore pour les travaux marxistes sur "l'individualité"²⁵.

L'INCERTITUDE SUR LES OBJETS DE RECHERCHE

A la lecture des travaux consacrés à l'emploi et à la formation, on constate une grande multiplicité des thèmes étudiés. Nous n'en retiendrons que les deux plus fréquents : la jeunesse et l'insertion. Soulignons, en préalable, qu'au-delà de cette diversité des thèmes, se manifeste, ces dernières années, un certain développement des problématiques "articulatoires".

LA NOTION DE JEUNESSE ET SA CRITIQUE

Au cours de la dernière période, les sciences sociales de la jeunesse ont réalisé d'importants apports, notamment en soulignant la nécessité d'aborder l'étude de la liaison emploi-mode de vie en termes d'interactions. Ce point ressort de façon explicite des tentatives de redéfinition des objets de recherche dans le champ "jeunesse". Ces tentatives sont marquées :

- par le développement des approches biographiques ;
- par l'appréhension de plus en plus affirmée du temps de la jeunesse comme une étape du cycle de vie ;
- enfin, par le renouveau de l'intérêt pour la

notion de "génération" ou celle, plus empirique, de "cohorte".

L'approche biographique a pour objet de rendre compte du destin des individus, de la manière "dont ils sont devenus ce qu'ils sont, de la manière dont ils deviennent ce qu'ils seront" : son apport le plus significatif est de mobiliser, en les reliant, l'histoire familiale, l'histoire scolaire, le parcours d'insertion et l'histoire professionnelle des individus, pour rendre compte de l'épaisseur sociologique de leurs modes de vie.

Ce souci est également présent dans les approches menées en termes de cycle de vie et d'âge de la vie, qui tentent de rendre compte des modalités différenciées selon les classes et les sexes par lesquelles s'opère la transition vers l'âge adulte. Aux évolutions propres au domaine de la famille ou à l'installation matrimoniale ou encore celles qui procèdent d'une demande de scolarisation croissante s'articulent les effets de la recomposition du marché de l'emploi. Rendre compte de l'interférence de ces deux types de facteurs ainsi que des médiations par lesquelles ils sont mis en œuvre, tel semble être l'enjeu des débats sous-jacents aux investigations menées dans ce secteur de recherche.

Ainsi dans le domaine des études relatif au procès de la transition, l'on peut considérer avec les auteurs de "L'introuvable relation formation-emploi" que ces travaux ont permis "l'articulation des processus d'accès au marché du travail à l'ensemble des événements qui structurent le passage à l'âge adulte"²⁶, et ce faisant une meilleure compréhension du processus d'accès à la vie active²⁷.

L'on mentionnera encore la problématique des cohortes et de leur construction en génération qui fait intervenir la dimension historique dans l'analyse des parcours individuels comme dans celle des cycles de vie. Mais, d'une manière plus générale, ce type d'approche a pour propos l'analyse des interactions existantes entre temporalité individuelle et temporalité sociale. C'est sous cet angle qu'est posée la question de la conjonction des deux types de phénomènes qui nous préoccupent, à savoir les modes de vie et leurs référents symboliques d'une part, la conjoncture économique, l'état du marché du travail, les formes de mobilité d'autre part^{28 29}.

22. Clot Y., "Jeunesse, travail, société" in *La Pensée* n° 225, janvier-février 1982 et "Génération d'une classe et dialectique historique" in *Société française* n° 20, juillet-septembre 1986.

23. Bourdieu P., "La jeunesse n'est qu'un mot" in *Questions de sociologie*, PUF, 1982.

24. Pharo P., *Le civisme ordinaire*, Librairie des méridiens, 1985.

25. Clot Y., "A l'école de l'adolescence" in *Je, sur l'individualité*, op. cit.

26. Tanguy L., *L'introuvable relation formation-emploi*, op. cit.

27. Galland O., art. cit. (note 6).

28. GERM, op. cit., p. 75.

29. Lagree J.-Ch., "Dynamique du cycle de vie, dynamique du changement social". Rapport du groupe de travail interdisciplinaire "Du biographique". *Colloque Bilan sociologique*. Sociologie III (doc. ronéo), Strasbourg, 1987.

Et c'est dans la perspective d'une interaction réciproque — dont les modèles restent à élaborer — qu'est abordée l'étude de la transformation sociale.

QUESTIONS DE MÉTHODE

Les axes de travail définis par ces concepts constituent une réponse aux critiques apportées à la notion de jeunesse et aux nécessaires remises en question dont elle a été l'objet durant ces dernières années. Mais le bénéfice attendu de telles positions théoriques ne saurait ignorer les difficultés méthodologiques que rencontrent les recherches entreprises sous leurs auspices.

Ainsi les travaux relatifs aux itinéraires, aux biographies ou aux histoires de vie postulent l'articulation des histoires familiales, scolaires, professionnelles... Et si, pour rendre compte d'un domaine particulier, il s'avère nécessaire de mobiliser l'ensemble des dimensions de la temporalité individuelle, convenons avec Y. Lemel³⁰ que les modèles permettant de restituer cette histoire globale restent à élaborer.

Parmi les divers problèmes heuristiques que soulève une telle entreprise, mentionnons : la prise en compte de temporalités (ou de cycles) différentes selon les domaines sociaux considérés, l'interférence existant entre continuité et discontinuité dans le déroulement d'un aspect ou de la globalité d'une histoire de vie, la dualité objectif-sujetif des événements qui marquent un infléchissement dans un parcours socio-biographique...³¹.

Ces quelques points soulignent la complexité de la méthodologie qui s'attache aux histoires de vie et/ou aux trajectoires. Ils indiquent aussi que les constructions de typologie, classant et différenciant des histoires globales à partir d'histoires sectorielles, en restituant la complexité de leur articulation, restent encore à un niveau exploratoire.

Un débat similaire pourrait être évoqué à propos des études sur les cycles de vie. En effet, si les cycles de vie peuvent être considérés comme des modèles culturels et/ou des calendriers, l'étude de leur transformation a pour tâche première de repérer des scissions rituali-

sées et des séquences d'événements non seulement pour chacune des carrières sectorielles mais aussi pour le parcours d'ensemble. Ces investigations ont ainsi à résoudre les problèmes déjà mentionnés précédemment à propos des histoires de vie. Elles ont, en outre, à traiter une difficulté supplémentaire ; en effet, si l'objet de ces travaux est de restituer les transformations en cours pour en évaluer la portée, il importe, tout d'abord, d'apprécier les évolutions de la signification qui s'attache à chacun des repères ou événements considérés : perte de crédit ou revalorisation de l'institution mariage³², de l'institution scolaire³³, transformation des modèles familiaux et des formes de solidarités familiales^{34 35 36}, évolution des formes d'entrée dans la vie active, de l'apprentissage (cf. les travaux de l'INSEE), d'apprécier ensuite les conséquences de leur transformation sur les modèles dans lesquels ils s'inscrivent. C'est dans ce cadre, par exemple, que les thèses de la "dissociation" des calendriers ou de l'allongement d'une phase de cycle de vie peuvent être examinées.

La prise en compte de la dimension générationnelle dans ces investigations n'est pas, non plus, sans poser de problèmes. Au premier rang se place la question de l'identification et de la mesure des effets spécifiques de l'âge et de la génération qui ne sauraient être considérés indépendamment des effets relatifs à l'origine sociale, au sexe et à l'ethnie^{37 38}. En second lieu se pose la question de la mesure non seulement de leur association mais de leur interaction^{39 40}.

Ainsi la résurgence de la dimension économique dans l'analyse des pratiques des jeunes ressort d'une problématique de la complexité dont les éléments auxquels renvoient les concepts précédemment mentionnés sont, semble-t-il, bien

32. Commaille J., *Familles sans justice ?*, éd. Le Centurion, Paris, 1982.

33. Terrail J.-P., "Familles ouvrières, école, destin social (1880-1980)" in *Revue française de Sociologie*, vol. XXV, 1984, pp 421-436.

34. Commissariat général du Plan, *Prospectives de la famille*, La Documentation Française, Paris, 1981.

35. Segalen M., *Sociologie de la famille*, éd. Armand Colin, Paris, 1981.

36. Cuisenier J. (sous la direction de), *The family cycle in european societies*, éd. Mouton, Paris-La Haye, 1977.

37. Jenny J., "Rapports de générations en rapports avec rapports de sexes, rapports de classes sociales et autres rapports sociaux fondamentaux. Ébauche de construction théorique d'un objet complexe" in *Cahiers du Réseau jeunesse et sociétés* n° 8, mai 1984.

38. Kergoat D., *Plaidoyer pour une sociologie des rapports sociaux : de l'analyse critique des catégories dominantes à la mise en place d'une nouvelle conceptualisation* (doc. ronéo), s. d., 17 p.

39. Zighera J., "Métiers et générations" in *Économie et Statistique* n° 145, juin 1982, pp 19-27.

40. Kessler D., Masson A., *Cycles de vie et générations*, Economica, Paris, 1985, 324 p.

30. Lemel Y., contribution au groupe "Approches longitudinales". Rapport du groupe de travail interdisciplinaire "Du biographique". *Colloque Bilan sociologique*. Sociologie III (doc. ronéo), Strasbourg, 1987.

31. Lelièvre E., Cougeau D., "Approches longitudinales". Rapport du groupe de travail interdisciplinaire "Du biographique". *Colloque Bilan sociologique*. Sociologie III (doc. ronéo), Strasbourg, 1987.

connus et très largement discutés. Mais, si l'objet théorique est aisément formulable, la méthodologie et les techniques qui permettraient de l'opérationnaliser restent encore à développer ou à renforcer et, en de nombreux domaines, tout simplement à élaborer.

LA NOTION D'INSERTION ET SES LIMITES

Plutôt appropriée par les économistes, cette notion fondamentale mérite quelques développements précisant l'évolution de la notion, ses apports essentiels et les critiques qui lui ont été adressées.

Les premiers travaux de suivi des scolarisés et des stagiaires de formation ont été réalisés en France au cours des années 60 (études de l'INED, du Service Statistique du ministère de l'Éducation, de l'AFPA...), mais à l'époque ils furent peu diffusés.

Un changement décisif s'est opéré dans les années 70 avec l'apparition et surtout le succès de la notion d'insertion. Construite à partir de travaux d'enquête (voir plus haut), cette notion restera davantage une notion empirique qu'une catégorie véritablement construite.

Durant les années 80, parallèlement à la poursuite de cette collecte de données, les réflexions se déplacèrent quelque peu en se centrant plutôt sur les mécanismes et les processus d'insertion-exclusion et sur la pertinence même de la catégorie "insertion".

Enfin, le cadre analytique se précise. Dépasant les analyses en termes d'adéquation (qui, implicitement, pensent l'insertion comme un phénomène statique, observable d'un strict point de vue comptable), ces travaux considèrent l'insertion comme un processus ayant un certain "temps", une certaine dynamique et exprimant une certaine "mobilité" à la fois sociale et professionnelle mais, surtout, ils l'analysent comme un phénomène structuré socialement. Ils sont alors conduits à mettre au centre de l'interprétation les comportements et les modes de fonctionnement des acteurs qu'il s'agisse du système éducatif ou des entreprises (d'où l'intérêt des différenciations observées dans le processus d'insertion selon les secteurs d'activité, la taille des entreprises, les types d'emplois).

Au-delà de ces résultats se développent ces dernières années des réflexions critiques sur la notion même d'insertion. Comme le signale A. d'Iribarne, « *c'est la problématique de l'insertion elle-même en tant qu'objet de recherche autonome qui fait l'objet d'une inter-*

rogation de plus en plus forte »⁴¹. Selon cet auteur, deux directions, qui mériteraient d'être articulées, se développent. La première a trait à l'analyse des procédures de renouvellement de la main-d'œuvre et donc implique les grandes structures nationales et les stratégies des acteurs. La seconde renvoie plutôt aux processus de socialisation et donc, préférentiellement, aux analyses comportementales.

Par ailleurs, la critique de la notion d'insertion a débouché sur la proposition d'une nouvelle notion : la "transition professionnelle". Celle-ci correspond à un objet plus vaste puisqu'elle englobe l'« *ensemble des formes sociales de mise au travail* »⁴², c'est-à-dire cet enchevêtrement complexe de formation, d'emploi, de chômage, de mobilité, vécu par les individus (notamment mais non exclusivement les jeunes) et géré par un certain nombre d'institutions sociales. Soulignons à ce propos l'intérêt potentiel de cette notion dans une perspective de recherche qui conjuguerait les questions liées à l'évolution de l'emploi et des modes de vie.

Une telle orientation débouche sur la nécessité d'étudier en détail, non pas les résultats de l'insertion (ses caractéristiques, sa "qualité") mais son processus lui-même. Elle suggère donc le développement des recherches sur le rôle des acteurs (institutionnels comme l'ANPE, l'AFPA, ou autres) et leur logique sélective et relevant autant de la formation que de la mobilisation de la main-d'œuvre.

VERS DE NOUVELLES ORIENTATIONS DE RECHERCHE

Ainsi sont apparues des évolutions qui convergent dans le sens de l'appel au décloisonnement des approches disciplinaires, convergences qui restent cependant peu opérationnalisées dans la pratique de recherche, compte tenu de la multiplicité des résistances institutionnelles et des difficultés épistémologiques et méthodologiques rencontrées.

DES PRÉOCCUPATIONS CONVERGENTES

On retiendra deux types de préoccupations, étayées par les travaux empiriques disponibles, qui plaident en faveur d'un décloisonnement disciplinaire :

41. Tanguy L., *L'introuvable relation formation-emploi*, op. cit., pp.111 et 112.

42. Rose J., *En quête d'emploi...*, op. cit.

— la diversité des pratiques sociales à l'intérieur d'une classe sociale, ou d'une fraction de classe, même localisée ;

— l'autonomie relative des pratiques au regard des évolutions de l'emploi et, plus largement, des évolutions économiques. Les analyses en termes de soumission des acteurs sociaux aux contraintes de la domination et d'intériorisation de la nécessité sont donc insuffisantes. Il faut prendre en compte :

- l'activité des acteurs sociaux, le travail de réinterprétation, d'appropriation et de production qu'ils réalisent pour faire face à leurs conditions d'existence ;

- le temps individuel, appréhendé dans son articulation avec les temporalités sociales propres aux médiations que traverse la trajectoire individuelle, qui devient alors une dimension centrale de l'analyse des pratiques. Les pratiques ne se déduisent donc pas simplement d'un parcours entre positions sociales, mais procèdent du rapport que les acteurs entretiennent avec leur propre histoire ;

- les formes organisées et surtout informelles d'action sociale. Les formes syndicales ou politiques de résistance des classes populaires à la domination doivent être éclairées par leur articulation à la vie quotidienne des individus car elles s'enracinent dans l'univers des pratiques d'un collectif de travail, d'un collectif familial, d'un ensemble ou d'un sous-ensemble résidentiel.

Les pratiques sociales sont alors davantage conçues comme une intervention d'appropriation, de reconstruction et de réinterprétation, s'effectuant sous la pression des déterminants structureaux ; les systèmes sociaux évoluent aussi sous l'influence de l'activité des acteurs sociaux.

Pour illustrer ce double processus, on peut citer l'exemple de la réactivation des solidarités familiales et locales sous l'effet du chômage, ou encore la manière dont les politiques d'entreprise intègrent les caractéristiques sociales et culturelles de la main-d'œuvre dont elles ont besoin ⁴³.

QUELQUES THÈMES ET OBJETS PERTINENTS

On l'a souligné, les réflexions des chercheurs reliant explicitement les pôles emploi et modes

43. Campagnac E., "Transformation des modes de vie : des stratégies patronales aux pratiques sociales ouvrières" in *Critiques de l'Économie politique* n° 23-24, avril-septembre 1983.

de vie se sont développées ces dernières années pour des raisons exogènes et endogènes à la recherche. Ainsi, la crise, en remettant en cause aussi bien le rapport des individus au travail que les relations sociales antérieures, rend nécessaire la recherche de formes de cohérence entre ces deux aspects. Cette tendance à la convergence de deux pôles jusqu'alors séparés nous semble particulièrement nette sur certaines questions majeures aujourd'hui, tant comme lieu de cristallisation du débat social que comme potentiels objets de recherche nouveaux. Nous en avons retenu quatre.

Le rapport salarial

Le concept de rapport salarial ⁴⁴, construit à la fin des années 70 et dont le succès actuel est grand, présente un intérêt majeur lorsqu'il s'agit de penser l'articulation entre conditions d'emploi et modes de vie. En effet, sa définition même englobe ces deux aspects, puisque l'on appelle rapport salarial l'ensemble des formes institutionnelles associées aux rapports sociaux de production, celles-ci englobant des modalités d'usage (qualification, organisation du travail) et de circulation de la force de travail (mobilité...) mais aussi d'entretien de celle-ci (salaire, consommation, mode de vie).

La "théorie du rapport salarial" est donc potentiellement à même d'intégrer les deux volets emploi et modes de vie, toutefois son objet se situe ailleurs. Le concept a été construit comme un concept global s'intégrant dans une théorie de la régulation, visant à interpréter les transformations macro-sociales et institutionnelles liées à la crise.

En l'état actuel, ce concept n'est donc pas directement adaptable au niveau micro-social ou sur des questions ponctuelles comme celle de la jeunesse puisque ce n'est pas son objet. Mais il est probablement un point de départ potentiel pour construire des travaux synthétiques dans ce champ à condition que soient élaborés des concepts intermédiaires, susceptibles de rendre compte précisément des articulations concrètes, plurielles et souvent contradictoires entre toutes les composantes du rapport salarial. De ce point de vue, il est nécessaire d'examiner le succès de la notion de flexibilité.

La flexibilité et/ou la précarité

Notion particulièrement en vogue et très imprécise, la flexibilité englobe un ensemble de phé-

44. Boyer R., *La théorie de la régulation : une analyse critique*, La Découverte, 1987.

nomènes à la fois économiques et sociologiques, pratiques et théoriques, qui concernent autant l'emploi que les modes de vie.

Ainsi les études récentes sur les emplois selon leur lieu (secteur d'activité, taille de l'entreprise), leur nature (statut) et leur mode de reconnaissance (salaire) montrent bien la tendance au développement, non exclusif mais croissant, des formes de flexibilité. De même, l'extension et la diversification des emplois précaires, l'apparition de zones d'instabilité dans le système productif, le développement de formes plus souples et plus individualisées de rémunération sont des reflets de cette tendance.

Par ailleurs, on observe ces dernières années une évolution nette des politiques d'emploi, allant dans le même sens. Ainsi la mise en place de mesures favorisant l'insertion des jeunes dans ses formes les plus précaires, le développement de prestations sociales non liées au travail sont deux exemples significatifs.

Un mouvement analogue s'observe sur le plan théorique. Les réflexions sur les mouvements d'emploi (intégrant les problèmes de mobilité et de chômage) se construisent, depuis les théories de la segmentation, autour de l'opposition entre deux types de marché qui, justement, se différencient dans leur degré de souplesse.

De même, les théories de la crise, plus précisément celles qui tentent d'en repérer les issues, s'interrogent sur l'apparition et le développement de formes nouvelles de relations sociales et de travail fondées sur un principe de flexibilité, c'est par exemple un des scénarios envisagés par R. Boyer dans son ouvrage sur la flexibilité en Europe⁴⁵.

On le voit sur ces exemples pris dans le seul domaine de l'emploi, la notion de flexibilité ou, plus simplement, de précarité, relève à la fois des versants emploi (types d'insertion) et modes de vie. La flexibilité est parfois évoquée du seul point de vue des transformations des modes de vie et particulièrement de la famille. On pense, par exemple, à la diversification des formes familiales, à la déstabilisation des unions, à la croissance du divorce et des unions informelles, toutes ces transformations affectant particulièrement les nouvelles générations au travers de l'allongement de la phase de stabilisation familiale et résidentielle. On a également en vue la mobilité géographique et la redéfinition de la place et du sens du travail professionnel dans l'existence.

45. Boyer R., *La flexibilité du travail en Europe*, La Découverte, 1986.

Ici se révèlent les dangers d'un terme englobant et indéfini dans la mesure où il revêt plusieurs formes, parfois contradictoires : précarisation des emplois et des statuts certes, mais, également, plasticité des savoirs requis au cours de la vie professionnelle, diversification et déstabilisation des structures familiales, fixation territoriale des salariés au travers de la diffusion de la propriété du logement.

Ainsi l'analogie terminologique se révèle-t-elle délicate. La notion de flexibilité risque de perdre son sens et son intérêt si elle se dilue dans une notion formelle, réductible par exemple aux notions de souplesse, de marges de liberté dans le comportement des acteurs (entreprises ou individus) ou de prise en compte de l'incertitude dans les modèles explicatifs. Dit autrement, il n'est pas certain que la notion de flexibilité ait le même sens ni le même intérêt dans tous les cas. Lorsqu'elle est appliquée aux politiques des entreprises, elle est utile pour marquer la transformation des conditions de la concurrence et de l'horizon de la décision économique dans la crise et donc pour comprendre comment, à un moment donné, les entreprises tentent tout à la fois de stabiliser et d'assouplir leurs modes d'utilisation de la main-d'œuvre. Par contre, lorsqu'elle s'applique aux comportements des individus, elle évoque plutôt la déstructuration des rapports interpersonnels dans la crise qui entraîne, pour des raisons éventuellement non économiques, de nouveaux comportements marqués par une flexibilité croissante.

La socialisation des jeunes

La notion de socialisation est entendue ici dans son sens sociologique. Cependant, elle reste relativement floue et vaste car, selon les auteurs⁴⁶, elle peut correspondre aussi bien aux notions d'apprentissage de la vie sociale, d'intégration sociale, d'acculturation ou de production d'un individu en être social.

Dans tous les cas, elle exprime un mouvement, un processus impliquant de nombreux acteurs dont le principal reste l'école. Cette notion a une actualité croissante car de nombreux chercheurs avancent l'hypothèse qu'aujourd'hui les modes de socialisation des jeunes se transforment profondément.

Ainsi, le dispositif d'aide à l'insertion sociale et professionnelle des jeunes de 16 à 18 ans (la juxtaposition des deux qualificatifs étant significative à cet égard) est-il analysé comme l'un

46. Tanguy L., *L'introuvable relation formation-emploi*, op.cit., pp. 111 et 112.

des moyens d'améliorer le processus de socialisation des jeunes les plus démunis⁴⁷.

On le voit sur cet exemple, la notion de socialisation englobe des observations relevant à la fois de la transformation des modalités d'emploi-non emploi et des conditions de la vie scolaire et sociale. On voudrait insister particulièrement sur ce point car — si l'on en croit les travaux sociologiques récents sur la marginalité⁴⁸ et l'expérience des responsables des missions locales pour l'emploi et des permanences d'accueil des jeunes — à travers ces mesures se sont construits pour certains jeunes une sorte de "socialisation à l'exclusion", un mode d'intégration à une vie sociale dans laquelle l'emploi n'occupera qu'une place annexe et qui implique donc en priorité les modes de vie.

Un autre exemple est celui des réseaux. Depuis quelques années⁴⁹, on a montré que les conditions d'accès aux emplois ou les difficultés rencontrées à cette occasion étaient largement déterminées par l'appartenance des individus à des réseaux (tels que les relations personnelles ou les capacités à utiliser des réseaux sociaux généraux comme les institutions de placement ou de formation). Ce faisant, ces travaux montrent que sont étroitement entremêlés des mécanismes liés au mode de fonctionnement du marché du travail (critères de recrutement par exemple) et aux modalités de détermination de la vie sociale (marginalisation ou intégration dans des groupes structurés et structurants).

Ceci a, bien sûr, des conséquences majeures sur le thème qui nous préoccupe puisque l'on observe, dans ces formes nouvelles de socialisation ou dans le rôle de ces réseaux, une étroite articulation entre les nouvelles formes d'emploi (de mobilité et de formation) et les modes de vie qui leur sont associés.

Les politiques des acteurs sociaux

D'ores et déjà, on peut dire que les pratiques des acteurs sociaux ont des incidences visibles sur l'emploi et les modes de vie.

Ainsi les entreprises ou les organisations de branche développent-elles des politiques qui différencient leurs objectifs (stabilisation ou précarisation) selon les personnes concernées.

De même, l'évolution du rôle de l'État et, plus généralement, de nombreuses institutions socia-

les traduit une tendance à intervenir conjointement sur l'emploi et les modes de vie. Ainsi, la politique de transition professionnelle et celle de la jeunesse intègre-t-elle des dispositions qui relèvent à la fois de l'emploi et du non-emploi. De même, la fonction régulatrice de l'État englobe-t-elle des éléments relevant autant du fonctionnement du système d'emploi que des aspects liés aux modes de vie (politiques d'habitat, mesures démographiques, consommations collectives...)⁵⁰.

Plus généralement, on peut avancer l'hypothèse que les transformations progressives de l'accès/non-accès à l'activité professionnelle se présentent comme une entreprise de gestion et de régulation institutionnelle du changement socio-économique⁵¹. Mais, à ce premier aspect, formalisé et institutionnalisé, de la régulation sociale, s'ajoute, de manière relativement indépendante mais, en même temps, complémentaire, celui de la régulation et de la socialisation dans la sphère des pratiques quotidiennes informelles.

Lors des périodes de crise de légitimité, ces deux dimensions de la régulation sont mises à nu. Lorsque les anticipations de l'avenir et les aspirations transmises par les générations antérieures se trouvent invalidées par le champ des possibles dévolu aux individus, lorsqu'en résulte une perte de crédit au regard des structures normatives, lorsque les actions institutionnelles de la gestion de la transformation ne rencontrent que partiellement les intérêts et/ou les références des catégories concernées au premier chef, la fonction de régulation sociale et de maintien de la cohésion du corps social, qui s'exerce par et dans les pratiques des acteurs, se révèle de manière plus saillante.

Mais comment s'articulent, s'interfèrent et se composent ces deux aspects de la régulation ? Comment et selon quelles modalités accompagnent-ils le changement social ?

Telles sont quelques-unes des questions incontournables qui se posent aux sciences sociales de la jeunesse prétendant contribuer à l'élucidation les changements sociaux en cours.

Paul Bouffartigue
(GERM-CERCOM, EHESS de Marseille),
Jean-Charles Lagree
(CRIT-IRESCO)
et José Rose
(GREE, Nancy)

47. Dubar C. et alii, *L'autre jeunesse : jeunes sans diplômes dans un dispositif de socialisation*, PUL, 1987.

48. Lagree J.-Ch. et Lew Fai P., *La galère : marginalisations juvéniles et collectivités locales*, 1985, ou Dubet F., *La galère, jeunes en survie*, Fayard, 1988.

49. Marry C., art. cit.

50. Delorme L. et André, *L'état et l'économie*.

51. Rose J., op.cit.

Éléments bibliographiques

— Ouvrages collectifs et actes de colloques, éléments pour une histoire du champ

L'introuvable relation formation-emploi. Un état des recherches en France (collectif), sous la direction de Tanguy L., La Documentation Française, Paris, 1986, 302 p.

Les jeunes et les autres : contributions des sciences de l'homme à la question des jeunes, Actes du colloque de recherche sur les jeunes, ministère de la Recherche, 1985, 2 vol., 165 p. et 248 p.

Insertion sociale et professionnelle des jeunes : contributions à la recherche, Rencontres internationales ADEP-Centre Inffo-CEDEFOP, ADEP, Paris, 1983, 256 p.

Formation et Emploi, colloque de Toulouse organisé par les équipes de l'Action Programme DGRST "Formation-Emploi", Éditions du CNRS, Paris, 1982, 280 p.

Les jeunes et le premier emploi, Association des âges, Paris, 1977, 540 p.

La jeunesse en question. Orientations de recherche et sources documentaires en sciences sociales, La Documentation Française, Paris, 1983, 178 p.

Balasz G., Faguer J.-P., *Bilan des travaux sur les jeunes et l'emploi*, Centre d'études de l'emploi, Paris, 1977.

Demazière D., *Le sociologue et les usages de la sociologie*, thèse de doctorat, École des hautes études en sciences sociales, CRIT, Paris, 1987.

— Publications régulières

Centre d'études et de recherches sur les qualifications : *Revue Formation Emploi, Collection des études et documents de travail, BREF*.

Centre d'études de l'emploi : *Cahiers* n° 7 (Les jeunes et l'emploi), n° 15 (L'entrée dans la vie active), n° 20 (Jeunes et premiers emplois), n° 26 (De l'école à l'emploi : différences et concurrences).

INSEE : *Données Sociales*, 1987, 1984, 1981 (chapitre sur "L'entrée des jeunes dans la vie active"). *Économie et Statistique*, n° spéciaux 134 (L'entrée des jeunes dans la vie active) et 81-82 (sept-oct 1976).

Bilans formation-emploi, 1973, 1977, 1980, 1983, INSEE-CEREQ-SEIS, *collections de l'INSEE, série D, Bilan annuel de l'emploi* (ministère du Travail), *Rapport au Conseil économique et social sur l'emploi des jeunes*, *Revue L'orientation scolaire et professionnelle*.

— Quelques références d'ouvrages et d'articles

Jeunesse, emploi, travail

Affichard J., "Quels emplois après l'école" in *Économie et Statistique* n° 134, 1981, pp. 7-26.

Affichard J. et Amat F., "L'entrée des jeunes dans la vie active" in *Données Sociales*, 1984, pp. 69-80.

Amat F., "Sortir de l'école à 16 et 17 ans" in *Formation Emploi* n° 1, janvier-mars 1983.

Amat F., *Emploi des jeunes et politiques de lutte contre le chômage : le cas de la France entre 1975 et 1985*, Document de travail n° 22, CEREQ, mars 1986, 99 p.

Amat F. et Géhin J.-P., "Insertion professionnelle des jeunes et mobilité des actifs dans un contexte de crise de l'emploi", communication aux *Journées d'études sur les structures du marché du travail et les politiques d'emploi*, Paris, 1985, 33 p.

Balazs G., "Recherche d'emploi et chômage en début de vie active" in *Jeunes et premiers emplois*, Cahiers du Centre d'études de l'emploi n° 20, PUF, 1980, pp. 13-98.

Balazs G., "Histoires professionnelle et sociale d'anciens chômeurs", *Dossier de recherche* n° 3, Centre d'études de l'emploi, 1982, 71 p.

Balazs G., "Les facteurs et les formes de l'expérience du chômage" in *Actes de la recherche en sciences sociales* n° 50, 1983, pp. 189-228.

Balazs G., Faguer J.-P., "La forme jeune, bilan des travaux sur les jeunes et l'emploi 1968-1981", communication au colloque "Les jeunes et les autres", Paris, 1985.

Balazs G., Faguer J.-P., "Jeunes à tout faire et petit patronat en déclin" in *Actes de la recherche en sciences sociales* n° 26-27, mars-avril 1979.

Bue J., *L'évolution des attitudes des jeunes face au travail*, ministère du Travail et de la Participation, avril 1981.

Bourdieu P., "Classement, déclassement, reclassement" in *Actes de la recherche en sciences sociales* n° 24, 1978.

Cart B. et Delmas B., "Processus et stratégies d'insertion professionnelle face à la crise", *CLES* n° 5, 1985, pp. 58-69.

CEREQ, *Dossier formation et emploi. Contributions aux travaux préparatoires du IXème Plan*, Collection des études n° 3, mars 1983.

CEREQ, *L'accès aux emplois et la mobilité professionnelle*, Collection Bibliothèque, vol n° 12, La Documentation Française, novembre 1979.

Charlot B. et Figeat M., *Histoire de la formation des ouvriers 1789-1984*, 557 p.

Chenal O. et Kergoat D., "Production et reproduction des jeunes travailleuses, le salariat et la famille" *Critique de l'Économie politique* n° 17, 1981.

Clémenceau P. et Géhin J.-P., "Le renouvellement de la main-d'œuvre dans les secteurs : quelles conséquences pour l'accès des jeunes aux emplois" in *Formation Emploi* n° 2, avril-juin 1983.

Coëffic N., "Les jeunes à la sortie de l'école : poids du chômage et risques de déclassement" in *Économie et Statistique* n° 193-194, novembre-décembre 1986, pp. 63-76.

Collectif, *Le sexe du travail : structure familiale et système productif*, PUG, Grenoble, 1984.

Davaine M., "L'insertion des jeunes en période de sous-emploi : représentations et réalités et représentations", *Travail et Emploi* n° 14, 1982.

Dubar C. et alii, *L'autre jeunesse : jeunes sans diplômes dans un dispositif de socialisation*, PUL, Lille, 1987.

Eicher J.-C. et Paul J.-J., "Analyse et confrontation des résultats de quelques enquêtes longitudinales, commu-

nication au colloque de l'UCL, Louvain, 1981, pp. 151-193.

Elbaum M. et Fonteneau A., "Les politiques d'emploi et leurs évaluations : le cas français au cours des années récentes", *CLES* n°5, 1985, pp. 75-89.

Faguer J.-P., *Jeunes à l'essai. Les pratiques d'embauche en période de chômage*, Centre d'études de l'emploi, 1982.

Gallambaud B., *Les jeunes travailleurs aujourd'hui. Refus et attentes des jeunes face au travail salarié*. Ed. Privat, Toulouse, 1977, 249 p.

Germe J.-F., "Insertion professionnelle et politiques de l'emploi", communication aux *Journées d'études, Structures du marché du travail et politiques d'emploi*, 1985, 31 p.

Guérin C., Mazel I., Vulbeau A., *Le sort tomba sur le plus jeune*, documents de l'INEP n°8, 1987, 229 p.

Hedoux J., "1963-1983 : points de repères sur la formation des jeunes au chômage ; jeunesses au chômage et en formation : éléments et problématique", *Contradictions* n° 36-37, Bruxelles, 1983.

Le Mouel J., "Le chômage des jeunes : des vécus très différents" in *Sociologie du Travail* Vol. II, n° 4-6, 1981, pp 163-173.

Lucas A.-M. et Franco A., *Les formations en alternance*, Centre Inffo, Paris, 1986, 112 p.

Malglaive G., *Observation et évaluation du dispositif de formation des jeunes de 16-18 ans*, rapport collectif, ADEP, Paris, 1983, 2 tomes.

Mallet L., *Les modalités d'accès aux emplois : premiers emplois et filières professionnelles*, Collection Bibliothèque du CEREQ, Vol. n° 7, La Documentation française, janvier 1974, 228 p.

Marry C., "Origine sociale et réseaux d'insertion des jeunes ouvriers" in *Formation Emploi* n°4, octobre-décembre 1983, pp. 3-15.

Mauger G., Fosse-Poliak C., "Trajectoires de jeunes pros" in *Autrement* n° 21, 1979.

Méhaut Ph. et Rose J., de Chassey F., Monaco A., *La transition professionnelle : jeunes de 16-18 ans dans le dispositif d'insertion*, L'harmattan, Paris, 1987, 196 p.

Meot T., "Les jeunes et l'emploi : la "galère" ou le naufrage ?..." in *Études de l'IREC* n° 8, avril 1986.

OCDE, *L'emploi des jeunes en France : les stratégies récentes*, 1984.

Partrat M., *Le chômage des jeunes en période de crise et les politiques d'emploi spécifiques*, ministère du Travail, Dossier n° 1, Paris, 1979, 162 p.

Pate F., Bez G., Kœpp P., Tardieu M., "Les pactes nationaux pour l'emploi des jeunes" in *Travail et Emploi* n° 6, octobre 1980, pp. 15-62.

Paul J.-J., "Les analyses françaises des relations formation-emploi" in *Revue française de Pédagogie* n° 69, 1984, pp. 65-98.

Pialoux M., "Jeunesse sans avenir et travail intérimaire", in *Actes de la recherche en sciences sociales* n° 26-27, mars-avril 1979.

Rose J., *En quête d'emploi, formation, chômage, emploi*, Economica, 1984.

Rose J., "Le jeune et l'emploi" in *Projet* n° 194, 1985, pp. 50-58.

Rousselet J., *L'allergie au travail*, Le seuil, Paris, 1974.

Rousselet J., Balazs G., et Mathey C., "L'idée de travail, de réussite et d'échec chez les jeunes de milieu scolaire et sociaux différents" in *Les jeunes et l'emploi*, Cahiers du Centre d'études de l'emploi n° 7, PUF, 1974/4.

"Situations des jeunes de 16 à 25 ans, en mars 1983 et en mars 1984", *Collection de l'INSEE*, série premiers résultats, n° 36, 1985, 4 p.

Sartin P., *Jeunes au travail, jeunes sans travail*, Les éditions d'organisation, Paris, 1977, 188 p.

Schwartz B., *L'insertion professionnelle et sociale des jeunes*, rapport au Premier ministre, La Documentation Française, Paris, 1981.

Vincens J., "Problématique générale de l'insertion professionnelle", communication au *Colloque de l'UCL*, Louvain, 1981, 23 p.

Jeunesse, générations, modes de vie, transition à l'âge adulte

Audirac P.-A., "La cohabitation : un million de couples non mariés" in *Économie et Statistique* n°185, 1986, pp. 13-33.

Baudelot C., "La jeunesse n'est plus ce qu'elle était : ouverture d'un chantier" in *Revue Économique*, volume 39, n° 1, n° spécial Sociologie et Économie, janvier 1988.

Bouffartigue P., "Un jeune objet" in *Les jeunes et les autres*, vol 1, CRIV, 1986.

Bourdieu P., "La jeunesse n'est qu'un mot" in *Questions de sociologie*, Ed. de Minuit, Paris, 1980, 268 p.

Cerase F., Lagree J.-Ch., Murray C., *Jeunes chômeurs, modes de vie, occupations et sources de revenus des jeunes chômeurs non touchés par les programmes d'emploi ou formation*. Commission des Communautés Européennes, Étude n° 84 196, GREP (rapport ronéo), Paris, 1985, 309 p. + annexes.

Chamboredon J.-C., "Adolescence et post-adolescence : la juvénalisation" in *Adolescence terminée, adolescence interminable* sous la direction de Alleon A.-M., Morvan O., Lebovici S.

Commaille J., *Familles sans justice ?*, Ed. Le centurion, Paris, 1982.

Demazière D., *Génération du champ sociologique et générations de sociologues*, note ronéo, Paris, 1987.

Dubet F., *La galère. Jeunes en survie*, Fayard, Paris, 1987.

Enial M., "Le début de la jeunesse comme catégorie sociale" in *Revue Suisse de Sociologie* n° 2, vol. XI, 1985, pp. 183-190.

GERM, *Emploi et modes de vie. Passage à la vie professionnelle, passage à la vie adulte en région PACA*, projet de recherche, Notes et documents du CERCOR, mars 1985.

Galland O., "Jeunes : marché secondaire, marché du travail, marché matrimonial in Perrot M. (présenté par) *Les jeunes et les autres*, CRIV, 1986.

Galland O., "Formes et transformations de l'entrée dans la vie adulte" in *Sociologie du travail*, Vol. XXVII, 1/85, pp. 32-52.

Girard A., Préface à Gokalp C., *Quand vient l'âge des choix ?*, Cahier n° 95, PUF, INED. Paris, 1981, p. 8.

Godard F., "Quelle génération !, Quelle génération ?", communication au colloque national de la société française d'ethnologie, "Classes d'âge et société de jeunesse", Le Creusot, 30-31 mai et 1^{er} juin 1985.

Godard F., "Culture et mode de vie : de génération en génération" in Perrot M. (présenté par) *Les jeunes et les autres*, CRIV, 1986.

Godard F., Bloss T., *La décohabitation des jeunes*, Notes et documents du CERCOM, septembre 1986, 24 p.

Gokalp C., *Quand vient l'âge des choix*, Cahier n° 95, PUF, INED (coll. Travaux et documents), Paris, 1981, 180 p.

Lagree J.-Ch., "Dynamique du cycle de vie, dynamique du changement social", rapport du groupe de travail interdisciplinaire "Du biographique". Communication au colloque "Bilan sociologie". Sociologies III, Strasbourg. (Note ronéo), 1987, 27 pages.

Lagree J.-Ch., Lew Fai P., "Précarisation des familles ouvrières et rapports de générations", communication au XI^e congrès mondial de sociologie. Comité de recherche n° 34, Sociologie de la jeunesse, New Delhi, août 1986, 16 p.

Mauger G., Fosse-Poliak C., "Le style "baba" : fragment d'un travail inachevé sur une composante de l'espace des styles de vie des jeunes de milieu populaire en France (1975-1980)". Communication au colloque du Creusot, *Classes d'âge et sociétés de jeunesse*, 30-31 mai 1986.

Lebel Y., Verger D., "Composition démographique et cycle de vie", *Revue française de Sociologie*, XXVII, n° 2, 1986, 27 p.

Rosenmayr L., "Les étapes de la vie", *Communications* n° 37, 1983.

Roussel L., "Génération nouvelle et mariage traditionnel : enquête auprès des jeunes de 18 à 30 ans" in *Population* n° 1, INED, 1978, pp. 15-42.

Singly de F., "La cohabitation, un compromis entre les générations et les sexes", communication au colloque de Genève, *Les familles d'aujourd'hui*, Association internationale de démographes de langue, 1984.

Tendances et nouvelles perspectives de recherche, problèmes de méthode

Bertaux D., "L'approche biographique, sa validité méthodologique, ses potentialités" in *Cahiers internationaux de Sociologie*, vol. LXIX, 1980, pp. 227-248.

Bertaux D., *Histoires de vie ou récits de pratiques*, CORDES, Paris, 1976.

Campagnac E., "Transformation des modes de vie : des stratégies patronales aux pratiques sociales ouvrières" in *Critiques de l'Économie Politique* n° 23-24, avril/septembre 1983, pp. 43-66.

Desrosières A. et Gollac M., "Trajectoires ouvrières, systèmes d'emploi et comportements sociaux" in *Économie et Statistique* n° 43-64.

Kessler D., Masson A., *Cycles de vie et génération*, Economica, Paris, 1985, pp. 48-78.

Mercier N., Segrestin D., "L'effet territoire dans la mobilisation ouvrière. Essai d'analyse de situation complexe" in *Revue française de Sociologie* n° XXIV, 1983, pp. 61-79.

Mercier N., Segrestin D., "Des ouvriers sur leurs terres : deux études de cas comparées" in *Sociologie du Travail* n°2, 1983, pp. 147-159.

Passeron J.-C., Singly de F., "Différences dans la différence : socialisation de classe et socialisation sexuelle" in *Revue française de Science politique* n° 1, 1984, pp. 48-78.

Pharo P., "Soumission ou détournement : l'efficacité pratique des savoirs sociaux" in *Critiques de l'Économie politique* n°2, 1982, pp. 159-177.

Reynaud E., "Identités collectives et changement social : les cultures collectives comme dynamique d'action" in *Sociologie du Travail* n°2, 1982, pp. 159-177.

Terrail J.-P., "Familles ouvrières, école, destin social (1880-1980) in *Revue française de Sociologie* n° XXV, 1984, pp. 421-436.

Thompson P., "Des récits de vie à l'analyse du changement social" in *Cahiers internationaux de Sociologie* vol. LXIX, 1980, p. 249-268.